

Solidaires en action N° 155

Le 29 mai 2018

Le climat est pourri en macronie

Les jours se suivent et se ressemblent dans la France d'Emmanuel Macron : contre les manifestant-es, contre le mouvement social – des banlieues aux manif en passant par la ZAD – l'État utilise sa force de répression à tout va. **Il semble que le simple fait de contester ce système soit insupportable à ce pouvoir.**

Ainsi par l'utilisation d'armes explosives (près de 4000 depuis le début de l'opération militaire) contre les habitant-es de la ZAD à Notre Dame des Landes qui ont fait plus de 300 blessé-es. Le 22 mai, un jeune homme a eu sa main droite arrachée à la suite de l'explosion d'une grenade GLI-F4. C'est le même type de grenade qui avait mutilé un opposant au projet CIGEO à Bure en août 2017.

Ainsi des dizaines de lycéen-nes se retrouvent en garde à vue à Paris – et pour une partie déferée devant un-e juge – juste pour avoir voulu occuper un lycée. Le gouvernement semble trouver plus facilement une place en cellule qu'en université pour les lycéen-nes.

Ainsi **des arrestations dans les manifestations se multiplient pour le simple motif d'y être présent-e et d'avoir dans son sac, ou de porter, des protections contre les gaz lacrymogènes...** pourtant fortement utilisés par les mêmes personnes qui procèdent à des arrestations massives comme cela est encore arrivé à Paris le 22 mai.

Ainsi l'Etat est responsable d'un véritable acharnement contre la famille Traoré pour l'empêcher de continuer à demander justice pour la mort d'Adama.

Dans ce contexte, à Nice un président d'université peut menacer de mort en toute tranquillité un étudiant, par ailleurs membre de Solidaires, en calomniant au passage notre camarade. Le président doit démissionner.

La stratégie autoritaire et répressive du gouvernement vise à décourager et à faire peur à un maximum de monde, en particulier dans la jeunesse des lycées comme au lycée Arago à Paris, des universités ou des banlieues, et cela pour protéger une politique injuste et inégalitaire au service des plus puissants. C'est pourtant bien cette politique qu'on nous impose qui génère une violence bien réelle au quotidien pour des millions de personnes.

Le pouvoir protège et organise une société où les discriminations sont nombreuses et se cumulent.

L'Union syndicale Solidaires, revendique :

- ♦ la libération des personnes arrêtées dans le cadre des manifestations du 22 mai, dont des membres de notre Union, et l'arrêt de toute poursuite à leur encontre.
- ♦ la fin immédiate de l'intervention militaire dans la ZAD et l'interdiction de l'utilisation d'armes contre des manifestant.es.

Nous ne nous laisserons pas impressionner. Nous ne sommes pas résigné-es. Nous continuerons à agir et à nous mobiliser pour défendre les salarié-es et construire une autre société.

Cheminot-es : la lutte continue

Le 29 mai a débuté l'examen du projet de loi ferroviaire au Sénat. Pendant que les sénateurs discuteront de la date de la fin du statut, des milliers de cheminot-es seront en grève !

Pour la Fédération SUD-Rail, **un autre pacte ferroviaire est possible !** Le financement de la dette et le statut ne sont que des leurres pour nourrir l'appétit du privé. Cette mauvaise réforme ne règle rien et ne peut pas se construire contre les salarié-es censé-es la mettre en œuvre.

La Fédération SUD-Rail n'a pas changé d'avis. Elle refuse de se laisser imposer toujours plus de productivité et de flexibilité. **Elle appelle les cheminot-es à ne rien lâcher et continuera à s'appuyer sur le rapport de force**, pour imposer des règles sociales de haut niveau, empêcher tout dumping social, et garantir l'avenir du système ferroviaire publique et celui des cheminot-es.



Vélib' : de nouveau en lutte

Depuis le 17 avril dernier, 85 % de la centaine de salarié-es de Smove, le nouvel exploitant des Vélib', sont en grève. Ils demandent entre autre la majoration à 100 % des dimanches et des jours fériés, le rétablissement de celle de nuit à 45 % contre 10 % suite au transfert ainsi qu'une véritable politique repas.

Soutenu-es par la CGT et SUD, ils et elles tiennent des piquets de grève sur les deux entrepôts franciliens de l'entreprise. Pour seule réponse, la direction leur a proposé, après dix jours de grève, 27 centimes d'augmentation du chèque déjeuner... Sommée par la mairie de Paris de sortir de la crise, la direction propose désormais de reprendre le travail en échange d'une prime de 1.000 euros et de majorer les jours fériés à 25 %. Insuffisant pour les grévistes qui poursuivent leur mouvement.

La justice, saisie par l'employeur, a certes ordonné le 14 mai dernier à certains grévistes de cesser tout blocage mais aussi à Smove de ne plus employer des intérimaires recrutés pour casser la grève. Plus encore, il dit que **Vélib' est un service public, ce qui a obligé la ville à désigner un médiateur.** En attendant, il est urgent d'organiser la solidarité financière.

Fonction publique : la colère est toujours là

Avec 130 cortèges dans toute la France, la journée de grève et de manifestations du 22 mai a été un nouveau temps fort d'expression des mécontentements des personnels.

C'est l'expression du refus du projet de régression sociale porté par le gouvernement contre la fonction publique, les services publics et les usager-es.

Sourd à la mobilisation sociale, le gouvernement accélère le rythme de la réforme de la fonction publique et des services publics :

- ◆ Le rapport Action publique 2022 doit paraître début juin avec dans la foulée l'annonce par le ministre d'une vingtaine de mesures « structurantes » (privatisations, abandons de missions, restructurations)
- ◆ Un agenda social d'enfer vient de paraître enchaînant à un rythme effréné les réunions sur les concertations des quatre chantiers RH dont l'objectif est de casser le statut de la fonction publique en s'attaquant aux instances dites de « dialogue social » (CHS CT et CT fusionnés, CAP liquidées) en organisant la mobilité forcée et les plans de départs volontaires, en développant le recours aux contractuels et enfin en développant la rémunération individuelle au mérite au détriment des mesures générales et collectives de rémunération.

L'intersyndicale fonction publique des 9 fédérations de fonctionnaires s'est réunie le 25 mai et elles envisagent d'**organiser des rassemblements partout en France le jour de l'ouverture des négociations salariales dans la fonction publique**, négociations qui devraient avoir lieu entre le 10 et le 15 juin.

Mc Donalds : le burger block en action

Le 11 mai dernier a eu lieu à Paris, à l'initiative de la CGT, de SUD et du Collectif de soutien aux salarié-es de la restauration rapide, une manifestation en direction de plusieurs restaurants McDonald's pour exiger la **fin de la franchisation**, celle de l'évasion fiscale et la mise en place d'un salaire horaire minimum à 13 €.

C'est plus de 200 salarié-es McDo, dont des dizaines venu-es de Marseille, qui ont défilé de Gare du Nord à Opéra dans une ambiance du tonnerre. Une **grève suivie de l'occupation du restaurant de Gare de l'Est** a eu lieu dans la foulée, occupation terminée le 16 mai suite à l'évacuation violente menée par les vigiles du patron...

La grève se poursuit hors les murs en dépit de la répression (ainsi, le secrétaire de SUD Commerce a été brièvement placé en garde à vue suite à une nouvelle action et libéré grâce à la pression militante) avec d'autres visites de restaurants, dont une à Dijon à l'initiative de Solidaires 21 : « **Frite par frite, nuggets par nuggets, nous reprendrons le fric de Mc Donald's !** ».

Maternelles parisiennes : première victoire des ASEM

L'appel à la **grève illimitée** lancé par le syndicat SUD CT le 9 janvier 2018, afin de réclamer notamment un temps de préparation pour les activités périscolaires des ASEM (agents spécialisés des écoles maternelles) de Paris, a été entendu. La mairie de Paris accorde aux ASEM un temps de 30 minutes le mercredi après-midi pour la préparation de leurs ateliers périscolaires du mardi et du vendredi, tout en prenant en compte les ASEM à temps partiel, comme le syndicat SUD CT l'avait demandé.

Mais, à ce jour, il n'y a pas de proposition sur les autres revendications des ASEM. **La grève continue donc** sur le temps d'activité périscolaire (TAP) du mardi et du vendredi de 15h à 17h15 et sur le service périscolaire du midi, du lundi au vendredi pendant 1h.

Catacombes de Paris : le personnel en grève reconductible

Depuis le 3 mai dernier, 100 % des agents en charge de la visite des catacombes de Paris sont, avec le soutien de la CGT Paris Musées et de SUD CT, en grève reconductible. Le site est parmi les plus fréquentés de la capitale, avec une recette qui peut aller jusqu'à 50.000 € par jour. **Ils revendiquent le doublement de l'effectif et l'augmentation de la prime de sous-sol de 60 à 200 €.**

Entamées dès le dépôt du préavis, **les négociations sont au point mort** : la direction met en avant la création en 2019 d'un nouvel escalier d'accès à l'ossuaire, censé résoudre l'engorgement. Pire, elle a tenté de faire appel à des volontaires pour les remplacer puis de faire signer la fin du conflit par un syndicat qui n'est même pas dans la lutte ! Un **rassemblement** le 11 mai dernier, suivie d'une **manifestation** le 17, ont permis de rompre leur relatif isolement et de faire rentrer dans la bagarre leurs collègues de la crypte archéologique de Notre-Dame.

Retraité-es : dans la rue le 14 juin

Les organisations de retraité-es du groupe des 9 (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires-UNRPA) se sont réunies pour décider des suites à donner aux mobilisations engagées par elles, notamment le 28 septembre 2017 (80 000 manifestant-es) et le 15 mars 2018 (plus de 160 manifestations et plus de 200 000 manifestant-es). Unaniment, elles ont constaté que la **colère manifestée par les personnes retraitées** le 15 mars était le résultat d'une accumulation d'attaques menées à leur encontre par les gouvernements depuis le printemps 2014 : gel des pensions, création ou augmentation de taxes, suppression de dispositions fiscales spécifiques, etc

Les 9 organisations ont décidé d'**accentuer la pression sur le gouvernement et sur les parlementaires** qui ont notamment voté la loi de Finances 2018 et la loi de Financement de la Sécurité Sociale 2018.

Elles ont lancé une **pétition** exigeant qu'une loi de finances rectificative soit prise annulant la hausse de la CSG pour tous et toutes, mettant fin au gel des pensions et décidant de la revalorisation de toutes les pensions : depuis des mois, les député-es de la majorité parlementaire veulent nous expliquer leurs réformes. A notre tour nous allons leur faire un peu de pédagogie pour qu'ils apprennent ce qu'est la vraie vie des retraité-es.

Et le **jeudi 14 juin sera une nouvelle journée nationale de manifestations décentralisées** dans tous les départements, au plus près des retraité-es.

Education nationale : contre la fermeture des CIO

Le Ministère de l'Éducation Nationale a annoncé la suppression des CIO (Centres d'information et d'orientation) au motif que l'information sur les voies de formation et les métiers devrait désormais être traitée dans un cadre régional. Les DRONISEP (Délégations Régionales de l'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions) seraient supprimées et leurs personnels **transférés** aux régions.

Cela entraînera nécessairement une information inégale sur le territoire national car limitée aux frontières régionales et valorisant les choix économiques locaux et les formations correspondantes, décision bien paradoxale à l'heure où les parcours de formations se réalisent à l'échelle nationale, voire internationale !

La fermeture des CIO priverait les élèves et leurs familles d'un accueil de proximité y compris pendant les vacances scolaires, lorsque les établissements scolaires sont fermés. Elle signifierait la disparition du service public d'orientation de l'Éducation nationale et l'ouverture aux officines privées et start-up en tout genre.

Les organisations syndicales SNES-FSU, SE Unsa, Sud Éducation, SNFOLC, CGT éduc'action, SGEN CFDT appellent l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, et tout particulièrement des CIO et des DRONISEP à se réunir, et à participer nombreux/euses à la **manifestation nationale intersyndicale du 5 juin à Paris** pour exiger l'abandon de ces projets qui signent la disparition du service public d'orientation de l'éducation nationale.

Solidaires en action : aussi sur Facebook

Une page Facebook Solidaires en action vient d'être lancée : <https://www.facebook.com/SolidairesAction>

L'objectif est de recenser les publications des luttes des structures de Solidaires pour avoir une vue plus globale rapidement d'une partie de notre action syndicale.

N'hésitez pas à vous abonner si vous êtes sur Facebook, à relayer cette page, à y poster vos luttes et à faire tourner l'adresse dans vos structures !

1, 2 et 3 juin : week-end antifasciste de lutte et d'hommage

Solidaires participera aux initiatives antifascistes de lutte et d'hommage (rencontres, débats, concert, manifestation) qui auront lieu du 1er au 3 juin à Paris et Montreuil à l'occasion des 5 ans de la mort de notre camarade Clément Méric, à l'initiative du comité pour Clément.

Le 5 juin, cela fera 5 ans que notre camarade Clément Méric est tombé sous les coups de militants d'extrême droite. Clément est mort pour ses combats : il luttait pour le progrès social et contre toutes les formes d'oppressions ; c'était insupportable pour ses agresseurs. Profondément antifasciste, il est mort d'avoir refusé de baisser les yeux.

Cinq ans après sa mort, **ses combats sont toujours d'actualité** : le projet de loi Asile et immigration, le passage en force de Macron contre les cheminot-es, les attaques fascistes et policières contre les étudiant-es mobilisé-es contre la loi ORE, les violences policières dans des quartiers populaires et les discriminations structurelles nous rappellent que le racisme et l'autoritarisme sont toujours bien ancrés dans les institutions.

Leurs avancées sont faites de nos reculs. C'est pourquoi il est important de continuer le combat au quotidien, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude, dans nos quartiers et dans nos rues, en menant des discussions, en construisant des solidarités, en continuant de développer des résistances pour un futur égalitaire et émancipateur.

La mémoire de Clément et ses combats sont intimement liés et nous voulons les faire vivre, les faire connaître. Nous appelons toutes les personnes concernées par ces combats à converger le 2 juin 2018 place Gambetta à 12h pour une manifestation d'hommage. Elle se dirigera vers la place de la République afin de rejoindre la manifestation contre la loi Asile et immigration.

Nous souhaitons que cette manifestation d'hommage soit large, digne, ouverte à toutes et tous. Elle accueillera des mères d'antifascistes italiens, espagnols, grecs, français tués ou emprisonnés.

Loi asile-immigration : pour nous aussi, c'est non !

Le projet de loi asile-immigration de Collomb et Macron a été voté à l'Assemblée nationale. Pour être adopté, il doit aussi être voté en juin par le Sénat. **Nous refusons cette loi qui légitime encore plus la chasse aux étranger-es, les contrôles policiers, les mesures d'enfermement, y compris pour les enfants, et les idées du Front national.**

Les collectifs de sans-papiers qui avaient participé à la marche de la solidarité le 17 mars appellent à manifester ce samedi 2 juin pour protester contre la loi asile - immigration.

Solidaires, comme de nombreuses autres organisations, notamment syndicales, s'associe à la manifestation :

- ♦ **pour le respect du droit d'asile et un accueil digne**
- ♦ **pour la liberté de circulation et d'installation**
- ♦ **pour la régularisation de tous-tes les sans papiers**
- ♦ **pour l'abrogation de tout délit de solidarité**

La manifestation partira à 14 heures de la place de la République à Paris pour aller au Sénat.

Bar-le-Duc : le 16 juin, contre la poubelle nucléaire

Après avoir endormi et manipulé la population pendant 20 ans à la suite l'autorisation de Jospin en 1998 de creuser le sous sol de Bure pour y entreposer les pires des déchets nucléaires pendant 100 000 ans ! et arrosé à foison de subventions les collectivités territoriales de Bure et alentour pour acheter leur accord, c'est par la force physique et brutale que l'Etat compte imposer un projet intrinsèquement dangereux, irresponsable, et inacceptable pour la population et les générations futures.

Force est de constater que sa volonté d'asphyxier l'opposition au projet ne fonctionne pas. **La mobilisation contre le projet Cigéo a pris une ampleur inédite, par des rassemblements spontanés et la constitution de 37 comités de soutien...** Cette période récente, difficile face à la violence de la répression, a conforté les convictions des opposant-es et a permis l'ancrage national de la lutte.

Le rassemblement du 16 juin s'annonce comme une nouvelle étape. Pour répondre aux démonstrations d'autorité de l'Etat, cette journée se veut une démonstration de la détermination et de la solidarité du mouvement d'opposition qui s'amplifie. Ce sera l'occasion de faire un bilan des derniers mois marqués par la surenchère répressive du gouvernement et d'en tirer les leçons depuis l'expulsion manu-militari du bois Lejuc en février. Ce sera aussi l'occasion pour Solidaires de marquer notre appui et notre solidarité par la présence de militant-es la plus nombreuse possible et de participer à la **réflexion pour le renouvellement des formes d'action et la coordination des collectifs de soutien** pour permettre la meilleure aide possible et intensifier de la mobilisation.

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->